

Conditions générales de livraison et de paiement de :

Medela Benelux B.V.
Uilenwaard 31
5236 WB 's - Hertogenbosch
Les Pays-Bas

Numéro d'inscription auprès de la Chambre de Commerce des Pays-Bas : 17086901
N° de TVA : NL805149107B01

Article 1 : Applicabilité, définitions

1. Les présentes conditions s'appliquent à tous les contrats d'achat et de vente de Medela Benelux B.V., établie à 's-Hertogenbosch (Pays-Bas), ci-après dénommée Medela.
2. Si besoin est pour le distinguer, l'acheteur est appelé « le cocontractant ». Si dans ce qui suit, une disposition a spécifiquement trait à une situation dans laquelle le cocontractant est une personne physique n'agissant pas dans le cadre de l'exercice d'une profession ou d'une entreprise, il sera appelé « le consommateur ».
3. Toute condition divergente fait uniquement partie du contrat conclu entre les parties si et dans la mesure où il en a été expressément convenu entre les deux parties.
4. L'objet décrit en détail dans le contrat, qui est mis à la disposition du cocontractant par Medela dans le cadre du contrat sera appelé ci-après « le bien ».
5. Dans les présentes conditions générales, on entend également par « par écrit » : par courrier électronique, par télécopie ou par tout autre moyen de communication assimilable vu le développement technique et considéré comme tel dans les rapports sociaux courants.
6. L'éventuelle non-applicabilité intégrale ou partielle d'une disposition des présentes conditions générales laisse intacte l'applicabilité des autres dispositions.
7. Le cocontractant ne pourra pas invoquer le fait que les conditions générales ne lui ont pas été fournies si Medela a déjà plusieurs fois remis ces mêmes conditions générales au cocontractant et y a fait référence.

Article 2 : Contrat

1. Les engagements oraux ne lient Medela qu'après qu'ils ont été confirmés par Medela ou bien dès l'instant où Medela a entrepris les activités d'exécution avec l'assentiment du cocontractant.
2. Tout complément ou toute modification par rapport aux conditions générales ou toute autre modification ou tout complément apporté au contrat de location n'a force obligatoire qu'après confirmation écrite de Medela.

Article 3 : Offres, devis

1. Toutes les offres, tous les devis, les tarifs etc. de Medela sont faits sans engagement, sauf s'ils renferment un délai d'acceptation. Si un devis ou une offre renferme une proposition sans engagement et si cette proposition est acceptée par le cocontractant, Medela est en droit de révoquer la proposition dans les deux jours ouvrables suivant la réception de l'acceptation.
2. Les prix mentionnés dans les offres, devis, tarifs et autres sont à l'exclusion de la TVA et des frais éventuels. Ces frais peuvent notamment comprendre des frais de transport, des frais administratifs, et des factures de tiers impliqués. Tout cela, sauf autre mention écrite expresse.

3. Un devis comprenant plusieurs points n'oblige pas Medela à livrer une partie des biens compris dans le devis, la proposition ou l'offre à un prix proportionnel.
4. Les prix dans les devis sont basés sur les données fournies par le cocontractant au moment de la commande : si ces données sont modifiées ultérieurement, cela peut avoir des répercussions sur les prix.
5. Les offres, devis et prix ne sont pas automatiquement valables pour des commandes ultérieures.
6. Si l'acceptation par le cocontractant dévie de l'offre, Medela ne sera pas liée par elle. Aucun contrat n'est alors formé, sauf autre convention expresse écrite entre les parties.
7. Les échantillons et modèle montrés et/ou fournis ainsi que les indications de couleur, de dimensions, de poids et d'autres description dans les brochures, le matériel publicitaires et/ou sur le site Internet de Medela sont aussi précis que possible, mais n'ont qu'une valeur indicative. Aucun droit ne saurait être fondé sur eux, sauf autre convention expresse écrite entre les parties.
8. Les échantillons et modèles nommés à l'alinéa précédent demeurent en tout temps la propriété de Medela et doivent être renvoyés dès la première demande de Medela, sauf autre convention expresse écrite entre les parties.
 - a. Si l'administration et/ou des organisations syndicales apportent des modifications aux salaires, aux conditions de travail, aux assurances sociales et autres, entre la date de conclusion du contrat et l'exécution du contrat, Medela sera en droit de répercuter les augmentations au cocontractant. Si un nouveau tarif de Medela entre en vigueur entre les dates précitées, Medela sera en droit de facturer au cocontractant les prix figurant dans ce tarif.
 - b. Pour les contrats conclus avec le consommateur, il vaut que les augmentations de prix peuvent être répercutées voire facturées trois mois après la formation du contrat. En cas d'augmentation de prix dans un délai de moins de trois mois, le consommateur est en droit de résilier le contrat.

Article 4 : Implications de tiers

Si et dans la mesure où une bonne exécution du contrat l'exige, Medela est en droit de faire exécuter certaines activités ou livraisons par des tiers, les différents aspects étant à l'appréciation de Medela.

Article 5 : Livraison, délai de livraison

1. Les délais indiqués, dans lesquels les biens doivent être livrés, ne peuvent en aucun cas être considérés comme fatals, sauf autre convention expresse écrite entre les parties. Si Medela ne respecte pas, ou pas à temps, ses obligations en vertu du contrat, elle devra être mise en demeure par écrit.
2. En cas de livraison échelonnée, chaque livraison voire chaque phase sera considérée comme une transaction distincte et pourra être facturée séparément par Medela.
3. Le risque concernant les biens livrés est transféré au cocontractant au moment de la livraison. On entend par livraison dans le cadre des présentes conditions générales : le moment où les biens à livrer quittent le bâtiment ou le magasin de Medela, ou sont mis à la disposition du cocontractant pour enlèvement.
4. A la différence des dispositions de l'alinéa 3 du présent article, on entend dans les présentes conditions générales par livraison au consommateur : le moment où les biens sont effectivement mis à la disposition du consommateur.
5. S'il ne s'avère pas possible de livrer au cocontractant ou si les biens ne sont pas enlevés, pour une cause du fait du cocontractant, Medela se réserve le droit de stocker les biens commandés aux frais et aux risques du cocontractant. Après stockage, un délai d'un mois sera valable, au cours duquel le contractant devra mettre Medela en mesure de livrer les biens, ou bien au cours

duquel il devra enlever les biens. Tout cela, sauf si Medela a explicitement fixé un autre délai par écrit.

6. Si le cocontractant demeure en défaut d'exécuter ses obligations aussi après l'expiration du délai visé à l'alinéa 5 du présent article, le cocontractant est en défaut et Medela est en droit de résilier le contrat intégralement ou partiellement par écrit, sans préavis, sans mise en demeure préalable ou spécifique, sans entremise des tribunaux et sans être tenue au paiement de dommages-intérêts et frais. Medela sera alors en droit de vendre les biens à des tiers.
7. Ce qui précède laisse intactes les obligations du cocontractant de payer le prix convenu ou stipulé ou dû, ainsi que les éventuels frais de stockage et/ou autres frais.
8. En ce qui concerne le respect des obligations financières du cocontractant, Medela est en droit d'exiger du cocontractant le paiement anticipé ou une sûreté avant de procéder à la livraison.

Article 6 : Déroulement de la livraison

1. Medela ne peut pas être contrainte de commencer à livrer les biens avant d'avoir en sa possession toutes les données requises à cet effet ni avant d'avoir perçu les éventuels paiements (échelonnés ou non) convenus. En cas de retard à cet égard, les délais de livraison seront ajustés en conséquence.
2. Si les livraisons ne peuvent pas avoir lieu de façon normale ou sans interruption pour des raisons indépendantes de la volonté de Medela, Medela est en droit de porter en compte au contractant les frais qui en découlent.
3. Tous les frais encourus par Medela à la demande du cocontractant dans le cadre de l'exécution du contrat sont entièrement à la charge de ce dernier, sauf autre convention expresse écrite entre les parties.

Article 7 : Transport

1. Le cas échéant, le transport du bien est effectué par Medela ou sur son ordre, sauf autre convention expresse écrite entre les parties.
2. En cas de commande d'une valeur supérieure à € 200,-, le transport a lieu entièrement aux frais et risques de Medela ; en dessous de ce montant, € 10,- de frais administratifs et d'envoi sont portés en compte.
3. Les retards éventuels imputables au cocontractant (délai d'attente etc.) sont à la charge du cocontractant. Ils sont répercutés comme frais supplémentaires, sauf autre convention expresse écrite entre les parties.

Article 8 : Réclamations et retours

1. Le cocontractant a l'obligation de procéder immédiatement au contrôle des biens à leur réception. Si le cocontractant constate des défauts, imperfections et/ou vices visibles, il conviendra de noter cela sur le bon de livraison ou le bon d'accompagnement et de le porter immédiatement à la connaissance de Medela, ou bien le cocontractant devra mettre Medela au courant dans les 24 heures après réception des biens.
2. Les autres réclamations doivent être signalées par écrit à Medela dans les huit jours suivant la réception des biens.
3. Si les réclamations précitées ne sont pas portées à la connaissance de Medela dans les délais impartis, les biens seront considérés avoir été reçus en bon état.
4. Aucune réclamation concernant des imperfections de produits naturels ne sera prise en considération si elle est en rapport avec la nature et les propriétés de la ou des matières premières donc est fait le produit. Ces différents aspects sont à l'appréciation de Medela.
5. Les réclamations ne suspendent pas l'obligation de paiement du cocontractant.

6. Medela devra être mise en mesure d'examiner la réclamation. Si un retour s'avère nécessaire pour l'examen de la réclamation, celui-ci ne sera à la charge et aux risques de Medela que si cette dernière il y a consenti explicitement par écrit. En tout état de cause, le retour aura lieu d'une manière à déterminer par Medela et dans l'emballage d'origine.
7. Tout droit à réclamations disparaît si la nature et/ou la composition des biens a été modifiée intégralement ou partiellement, s'ils ont été traités ou transformés, endommagés ou réemballés après la livraison.
8. En cas de réclamation fondée, le dommage sera traité conformément aux dispositions de l'article.

Article 9 : Responsabilité

1. Medela s'acquitte de sa tâche comme on peut s'y attendre de la part d'une entreprise dans son secteur, mais décline, sauf si des dispositions légales à caractère obligatoire s'y opposent, toute responsabilité pour les préjudices, y compris ceux par décès et par lésion et les préjudice consécutifs, les dommages aux biens d'entreprise et pertes d'exploitation et/ou les préjudices par stagnation, pouvant découler d'actions ou d'inaction de Medela, de son personnel ou de tiers auxquels elle a fait appel.
2. Les limitations de responsabilité mentionnées dans le présent article ne sont pas valables si le préjudice est imputable à une action délibérée et/ou à l'imprudence de Medela, de sa direction et/ou de son personnel dirigeant.
3. Sans préjudice des dispositions des alinéas précédents du présent article, la responsabilité de Medela à quelque titre que ce soit est limitée au montant facturé des biens livrés.
4. Sans préjudice des dispositions des autres alinéas du présent article, la responsabilité est limitée en tout état de cause au montant maximum de l'indemnité à fournir par la compagnie d'assurances de Medela le cas échéant, dans la mesure où Medela est assuré à cet égard.
5. Medela garantit la qualité et la solidité normale des biens livrés ; leur durée de vie effective ne peut cependant en aucun cas être garantie.
6. Si les biens fournis présentent des défauts, des imperfections et/ou des vices visibles qui devaient exister dès le moment de la livraison, Medela s'engage, à les réparer gratuitement ou à les remplacer, à sa discrétion.
7. Medela ne garantie pas et n'est en aucun cas réputée avoir garanti que les biens livrés sont adéquats pour le but dans lequel le cocontractant souhaite les transformer, les traiter, les faire utiliser ou les utilise.
8. Le cocontractant perd ses droits envers Medela, sa responsabilité est engagée pour tout préjudice et il garantira Medela contre toute revendication de tiers concernant un dédommagement si et dans la mesure où :
 - a. le préjudice précité est apparu suite à une utilisation à mauvais escient et/ou une utilisation non conforme aux instructions, conseils, modes d'emploi ou notices de Medela et/ou à une conservation (un stockage) des biens livrés par le cocontractant ;
 - b. le préjudice précité est apparu par suite d'erreurs, d'incomplétudes ou de fautes dans les données, le matériel, les supports d'information et autres, fournis et/ou prescrits à Medela par le cocontractant ou au nom de celui-ci.

Article 10 : Paiement

1. Sauf autre convention expresse écrite entre les parties, le paiement doit d'avoir lieu sous trente jours après la date de facture.
2. Si une facture n'a pas été entièrement payée après l'expiration du délai visé à l'alinéa 1 :
 - a. le cocontractant sera redevable à Medela d'intérêts de retard de 2% par mois calculés cumulativement sur le montant principal. Toute partie d'un mois sera considérée en l'occurrence comme un mois complet ;
 - b. le cocontractant, après mise en demeure par Medela à cet égard, sera redevable au titre des frais de recouvrement d'au moins 15% du montant principal et des intérêts de retard, avec un minimum absolue de 150 euros ;
 - c. Medela sera en droit de porter en compte au cocontractant, pour tout rappel de paiement, mise en demeure et autre envoyé au cocontractant, un montant de 20 euros au moins pour frais administratifs. Medela stipulera explicitement la répercussion de ces frais dans le contrat et leur facturation sur la facture.
3. Dans les circonstances ci-avant ou des circonstances similaires, il appartient à Medela de choisir de résilier le contrat intégralement ou partiellement sans mise en demeure spécifique ni entremise des tribunaux, avec ou sans demande de dommages-intérêts.
4. Les réclamations du cocontractant ou au nom de celui-ci, ou les litiges entre les parties en rapport avec le contrat et/ou les présentes conditions, ne suspendent pas l'obligation de paiement du cocontractant.
5. Les paiements effectués par le cocontractant sont toujours destinés à l'acquittement de tous les intérêts et frais dus et sont ensuite destinés à l'acquittement des factures exigibles impayées les plus anciennes, sauf si le cocontractant mentionne expressément par écrit lors du paiement que l'acquittement se rapporte à une facture ultérieure.
6. Medela est en tout temps en droit d'exiger que le cocontractant établisse une sûreté pour le respect de ses obligations découlant du contrat, d'une façon acceptable pour Medela, comme par exemple par émission d'une garantie bancaire irrévocable.
7. Si le cocontractant demande un sursis de paiement (provisoire ou non) ou s'il est déclaré en faillite et s'il a - ou est en passe d'avoir - une ou plusieurs créances sur Medela, le cocontractant renonce au droit de calcul compensatoire avec cette ou ces créances.

Article 11 : Réserve de propriété

Medela se réserve la propriété des biens livrés et à livrer jusqu'au moment où le cocontractant a satisfait à ses obligations de paiement à l'égard de Medela en rapport avec ces biens. Ces obligations de paiement comprennent le paiement du prix d'achat, majoré de créances au titre de travaux effectués en rapport avec cette livraison, ainsi que des créances au titre d'éventuels dédommagements pour défaut d'exécution des obligations du cocontractant.

Si Medela invoque la réserve de propriété, le contrat conclu en rapport avec les biens sera considéré comme résilié, sans préjudice du droit de Medela à exiger des dommages-intérêts et un dédommagement pour manque à gagner.

Le cocontractant a l'obligation de mettre Medela immédiatement au courant par écrit du fait que des tiers font valoir des droits sur des biens faisant l'objet d'une réserve de propriété en vertu du présent article.

Le cocontractant a l'obligation, jusqu'au moment où il a satisfait à ses obligations de paiement envers Medela, de conserver les biens faisant l'objet d'une réserve de propriété de façon à ce qu'ils soient reconnaissables en tant que propriété de Medela.

Article 12 : Gage

1. Jusqu'au moment où le cocontractant a satisfait entièrement à ses obligations de paiement envers Medela en rapport avec cela, le cocontractant n'est pas habilité à :
 - a. donner les biens en gage à des tiers ;
 - b. établir sur les biens un droit de gage sans dépossession ;
 - c. mettre les biens pour stockage à la disposition de fait d'un ou de plusieurs financiers.
2. Si le cocontractant agit à l'encontre des dispositions de l'alinéa précédent, cela sera considéré comme un manquement imputable de sa part. Medela pourra alors, sans être tenue à une quelconque mise en demeure, suspendre ses obligations au titre du contrat ou bien résilier le contrat, sans préjudice du droit de Medela à des dommages-intérêts et à un dédommagement pour manque à gagner.

Article 13 : Faillite, dessaisissement etc.

1. Sans préjudice des dispositions des autres articles des présentes conditions, le contrat conclu entre le cocontractant et Medela sera résilié sans entremise des tribunaux et sans qu'une quelconque mise en demeure soit exigée, si le cocontractant : de paiement comprennent le paiement du prix d'achat, majoré de créances au titre de travaux effectués en rapport avec cette livraison, ainsi que des créances au titre d'éventuels dédommagements pour défaut d'exécution des obligations du cocontractant. Si Medela invoque la réserve de propriété, le contrat conclu en rapport avec les biens sera considéré comme résilié, sans préjudice du droit de Medela à exiger des dommages-intérêts et un dédommagement pour manque à gagner. Le cocontractant a l'obligation de mettre Medela immédiatement au courant par écrit du fait que des tiers font valoir des droits sur des biens faisant l'objet d'une réserve de propriété en vertu du présent article. Le cocontractant a l'obligation, jusqu'au moment où il a satisfait à ses obligations de paiement envers Medela, de conserver les biens faisant l'objet d'une réserve de propriété de façon à ce qu'ils soient reconnaissables en tant que propriété de Medela.
 - a. est déclaré en faillite ;
 - b. conclut un accord judiciaire ou un autre règlement judiciaire comprenant la suspension de son obligation de paiement ;
 - c. fait l'objet d'une saisie exécutoire ;
 - d. est mis sous curatelle ou sous un autre régime ;
 - e. perd d'une autre manière la libre disposition de son patrimoine ou la compétence de le gérer, intégralement ou partiellement.
2. Les dispositions de l'alinéa 1 du présent article s'appliquent si le curateur ou le gestionnaire reconnaît les obligations découlant du contrat comme des dettes de masse.
3. En cas d'ouverture d'une procédure de faillite ou en cas d'insolvabilité ou de saisie ou d'un quelconque autre cas de concours chez le cocontractant ou de celui-ci ou chez le consommateur ou de celui-ci, les dettes et créances que les parties sont susceptibles d'avoir l'une envers l'autre à ce moment-là seront compensées de plein droit et immédiatement, et ce sans la moindre mise en demeure ou décision judiciaire, et ce en dépit de tout transfert des droits auxquels elles se rapportent et sans égard à la date de leur exigibilité, de leur but ou de la monnaie dans laquelle elles sont exprimées.

Article 14 : Force majeure

1. En cas de force majeure, Medela est en droit de résilier le contrat ou de suspendre l'exécution de ses obligations envers le cocontractant pendant un délai raisonnable, sans être tenue à un quelconque dédommagement.
2. Dans le cadre des présentes conditions générales, on entend par force majeure un manquement non imputable de Medela, ou des tiers ou fournisseurs impliqués par elle ou une autre raison de poids du côté de Medela.
3. En cas d'apparition de force majeure alors que le contrat a été partiellement exécuté, le cocontractant est tenu de respecter ses obligations envers Medela jusqu'à ce moment-là.
4. On entend notamment par circonstances de force majeure : la guerre, les émeutes, la mobilisation, les troubles intérieurs et extérieurs au pays, les mesures administratives, les grèves et les lock-out par les employés ou la menace de ces conditions et d'autres du même genre, la perturbation des rapports monétaires valables au moment de la conclusion du contrat, les pannes de l'entreprise en raison d'un incendie, de phénomènes naturels, de difficultés de transport dues à des conditions climatiques, à des blocages routiers ou autres, et à des problèmes de livraison, accidents ou autres incidents.

Article 15 : Résiliation, annulation, révocation

1. a. Le cocontractant renonce à tout droit de résiliation du contrat en vertu de l'article 6 : 265 et suivants du Code civil [néerlandais] ou d'autres dispositions légales, sauf si des dispositions légales à force obligatoire s'y opposent. Les différents aspects sont valables sous réserve du droit de résilier voire de révoquer le contrat en vertu de l'article en question.
b. Les dispositions sous a. du présent alinéa ne s'appliquent pas au contrat avec le consommateur.
2. Dans le cadre des présentes conditions générales, on entend par annulation : le fait que l'une des parties mette fin à l'exécution du contrat avant le début de l'exécution.
3. Dans le cadre du présent contrat on entend par révocation : le fait que l'une des parties mette fin au contrat après le début de l'exécution.
4. Si le cocontractant révoque ou annule le contrat, il sera redevable à Medela d'un dédommagement à déterminer par Medela. Le cocontractant sera tenu de rembourser à Medela tous les frais et préjudices et le manque gagner. Medela est en droit, à sa discrétion et en fonction des activités et livraisons déjà effectuées, de fixer les frais et préjudices et le manque à gagner et de porter en compte au cocontractant 20 à 100% du prix convenu.
5. La responsabilité du cocontractant est engagée envers les tiers pour les conséquences de l'annulation ou de la révocation et il garantira Medela à cet égard.
6. Les montants déjà payés par le cocontractant ne sont pas restitués.

Article 16 : Droit applicable/juridiction compétente

1. Le droit néerlandais s'applique au contrat conclu entre Medela et le cocontractant. Les litiges découlant du présent contrat seront également tranchés selon le droit néerlandais.
2. Les litiges éventuels seront soumis au tribunal néerlandais compétent du lieu d'établissement de Medela, encore que Medela a la compétence d'engager une procédure auprès du tribunal compétent sur le territoire du domicile ou du lieu d'établissement du cocontractant ou du consommateur.
3. Pour les litiges avec le consommateur, il vaut que dans un délai d'un mois après que Medela lui ait communiqué que l'affaire sera portée devant un tribunal, le consommateur peut communiquer qu'il opte pour que le tribunal légalement compétent tranche le litige.

Article 17 : Emplacement et modifications des conditions

1. Les présentes conditions se trouvent aussi sur notre site Internet www.medela.be
2. La version applicable est toujours la dernière déposée voire la version qui était valable au moment où la relation de droit a été établie avec le cocontractant.
3. Le texte Français des conditions générales est toujours déterminant pour leur interprétation.

Date : Le 1er janvier 2016

Au nom de Medela Benelux BV



Mr. R.B. Schierbeek
Directeur Général